

LHL

N° 135/CA du Répertoire

N° 03-35/CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : OUENSOU Florent

C/

Société Nationale pour la Promotion  
Agricole (SONAPRA)

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE



La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 07 février 2003, enregistrée au greffe de la Cour le 11 mars 2003 sous numéro 0105/GCS, par laquelle Monsieur OUENSOU Florent, B.P. 933 Cotonou, a introduit un recours de plein contentieux contre la Société Nationale pour la Promotion Agricole (SONAPRA), suite aux décisions n° 005 et 006-98/SONAPRA/DG/SP-C du 09 octobre 1998, par lesquelles le Directeur Général de cette entreprise publique l'a relevé de ses fonctions et l'a remis à la disposition du Ministère du Développement Rural ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 446/GCS du 23 juin 2003, le requérant a été invité, conformément aux dispositions de l'article 682 du Code Général des Impôts, à apposer des timbres fiscaux sur les

feuillets de sa requête ; que cette correspondance est restée sans effet ;

Considérant que par lettre n° 447/GCS du 23 juin 2003, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au Greffe de la Cour dans un délai de quinze jours la somme de Cinq Mille (5000) francs et lui rappelant les termes de l'article 45 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 susvisée ; que la mise en demeure est également restée sans suite ;

Considérant que l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 prescrit en son article 45 :

« Le demandeur est tenu sous peine de déchéance de consigner au Greffe de la Cour une somme de Cinq Mille (5000) francs dans un délai de 15 jours, à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou par notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai. »

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il échet de le déclarer déchu de son action ;

### **PAR CES MOTIFS**

### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>**.- Monsieur OUENSOU Florent est déchu de son action.

**Article 2**.- Les dépens sont mis à la charge du requérant.

**Article 3** : Le présent Arrêt sera notifié au requérant, au Directeur Général de la Société Nationale pour la Promotion Agricole (SONAPRA), à l'Agent Judiciaire du Trésor et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Grégoire ALAYE**, Président de la Chambre Administrative

**PRESIDENT ;**

Josephine OKRY-LAWIN {  
 et {  
 Victor ADOSSOU }

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre  
 Deux mille quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-  
 dessus en présence de :

René Louis KEKE,

MINISTERE PUBLIC ;

Et de Irène Olga AÏTCHEDJI,

GREFFIER ;

Et ont signé

Le Président- Rapporteur,

Le Greffier

G. ALAYE.-

I. O. AÏTCHEDJI.-

DE = 2000 F

Enregistré à Cotonou le 31/05/05  
 Fo 41 Cas 2388-2  
 Reçu Deux mille francs.  
 L'inspecteur de l'Enregistrement

Antoinette M. L. AUG



